



DROIT ET CROISSANCE

FAIRE DU DROIT UN VECTEUR DE CROISSANCE

Institut Droit & Croissance
C/o Institut Louis Bachelier
28 place de la Bourse
75002 PARIS

RAPPORT D'ACTIVITÉ

I. Activités marquantes de Droit & Croissance en 2018

Publications

I. Publications

- *Un nouveau test de légalité en droit de la concurrence*, Thibault Schrepel, 02/2018
- *Conversations en droit de la concurrence avec trois lauréats du prix Nobel*, Thibault Schrepel, 03/2018 ;
- *NEW antitrust conversations with three Nobel laureates*, Thibault Schrepel, 05/2018 ;
- *The Law and Finance of Initial Coin Offerings*, Aurelio Gurrea-Martínez et Nydia Remolina, 05/2018 ;
- *Pour une fiscalité au service de l'emploi*, Louis-Olivier Fadda, 06/2018 ;
- *Is Blockchain the Death of Antitrust Law?* Thibault Schrepel, 06/2018 ;
- *Initial Coin Offerings: Early Evidence on the Role of Disclosure in the Unregulated Crypto Market*, Thomas Bourveau, 07/2018 ;
- *Is Blockchain the Death of Antitrust Law: The Blockchain Antitrust Paradox*, Thibault Schrepel, 08/2018 ;
- *Réponse à la consultation de l'Autorité de la concurrence sur le contrôle ex post*, Jean-Alexandre Vaglio, 09/2018 ;
- *La régulation des ICOs*, Paul Oudin, 10/2018 ;
- *Un requiem pour la loi, un plaidoyer pour la soft law*, Godefroy de Moncuit, 12/2018 ;
- *Blockchain, banques centrales et concurrence*, Thibault Schrepel, 12/2018 ;

- *Les effets pervers de la règle absolue de confidentialité applicable durant les procédures de prévention des difficultés*, Sophie Vermeille, 12/2018 ;

II. Présentations

- *The end of restrictions by object*, Thibault Schrepel, 04/2018;

III. Tribunes

- *Démanteler les GAFA – gare aux apprentis sorciers !* Thibault Schrepel, 03/2018 ;

Conférences

- *Conférence internationale en matière de restructuration et réforme du droit des faillites*, organisée au Ministère de l'Economie et des Finances, 01/2018
- *Gouvernance d'entreprise & engagement actionnarial*, organisée chez France Stratégie, 04/2018

Évolutions importantes dans la vie de l'association

Changement de Président :

En raison d'une actualité professionnelle incompatible avec les contraintes liées à la présidence de Droit & Croissance, Sophie Vermeille a démissionné le 12 octobre 2018. Bernard Desolneux, jusque-là, Directeur, assure les fonctions de Président intérimaire jusqu'à ce qu'un nouveau Président soit trouvé par le Comité de Direction et élu par l'assemblée générale de Droit et Croissance.

I. Gestion

Droit & Croissance compte actuellement environ soixante-dix membres actifs, impliqués tant dans la gestion du Droit & Croissance que dans la recherche, y consacrant jusqu'à 75% de leur temps.

Comité de direction

Sophie VERMEILLE, Fondatrice de D&C ; Bernard DESOLNEUX, Président ; Thomas PHILIPPON, Vice-président ; Thomas BOURVEAU, Vice-président ; Yann COATANLEM ; Delphine D'AMARZIT ; Mathieu LUINAUD ; Emmanuelle MIGNON ; Pierre-Charles PRADIER ; Isabelle ROUX-CHENU ; Ludovic SUBRAN.

Comité d'orientation :

Alain BLOCH ; Hubert DE VAUPLANE ; Luca ENRIQUES ; Alexandre GAREL ; Aurelio GURREA MARTINEZ ; Olivier JOUFFROY ; Augustin LANDIER ; Benjamin LE PENDEVEN ; Ejan MACKAAY ; Anne PERROT ; Alain PIETRANCOSTA ; Thibault SCHREPEL ; Simone SEPE ; Felix STEFFEK ; Adrien TENNE ; Florence THEPOT ; Philippe TIBI ; Georges UGEUX ; Marco VENTORUZZO.

II. Analyse des comptes 2018

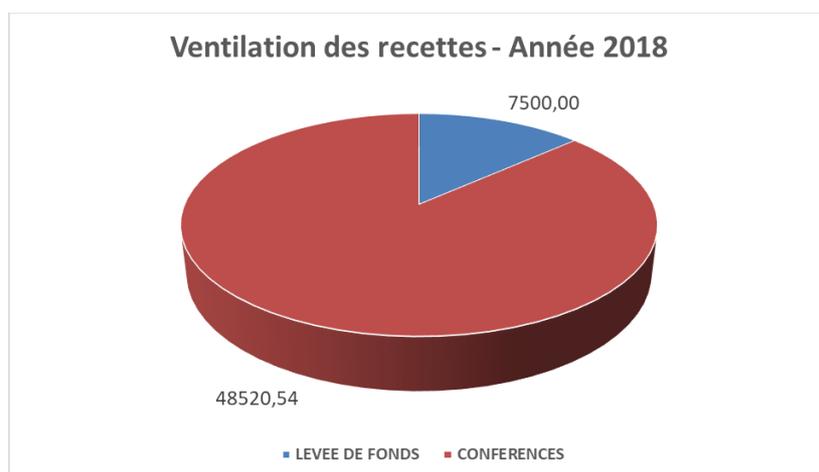
Situation comptable de Droit & Croissance au 31 décembre 2018

La situation financière de Droit & Croissance indique un solde créditeur de 13 526,84 €.

RECETTES

En 2018, les recettes de Droit & Croissance s'élèvent à 56 020,54 € et se répartissent ainsi :

- 48 520,54 € collectés grâce au mécénat événementiel de nos conférences « *restructuring* » et « *gouvernance d'entreprise et engagement actionnarial* », soit 87 % des recettes totales, contre 63 % en 2017 (50 972,26 € obtenus grâce au mécénat événementiel de la conférence « *restructuring* » sur les 80 584,95 € de recettes globales) ;
- 7 500 € de dons et cotisations ;



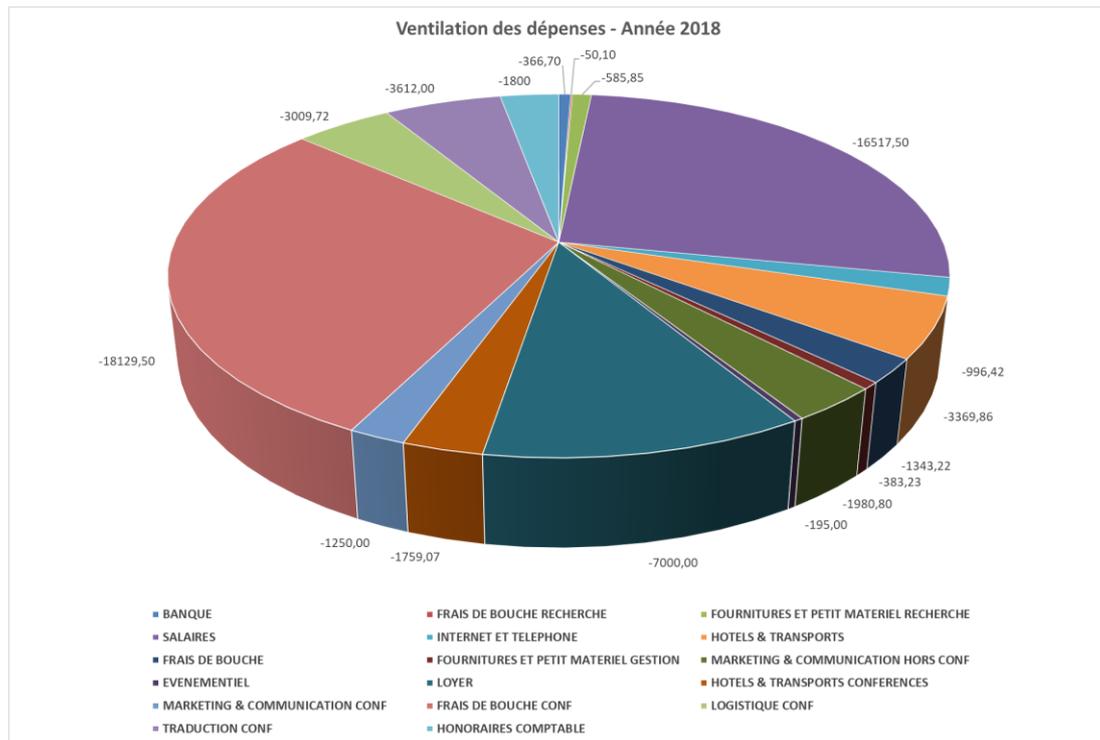
DÉPENSES

Les frais de gestion (SG&A) sont le poste budgétaire le plus important de Droit & Croissance : 34 538,58 €.

Ces dépenses correspondent principalement aux frais de fonctionnement quotidiens : les frais informatiques (optimisation des logiciels et services de *cloud computing*), les frais de gestion du site Internet (étant précisé que Droit & Croissance n'emploie aucun salarié mais a recours à des personnes sous statut d'autoentrepreneur), ainsi qu'enfin, les frais internes liés à l'organisation des conférences (à l'exclusion des prestations de service facturées par les tiers).

Les frais externes dans le cadre des conférences et les frais liés à la recherche sont les deux autres postes budgétaires significatifs pour Droit & Croissance.

Le reste, 27 810,39 €, correspond aux postes suivants : les frais de traduction des publications, les frais d'impression des publications, les frais liés au marketing et à leur promotion, les frais d'assistants de recherche.



OBJECTIFS 2019

D&C souhaite poursuivre le renforcement de son pôle de recherche, en rémunérant davantage ses auteurs ne disposant pas de revenu complémentaire significatif.

D&C entend cette année publier dans des domaines plus variés, en complément de son cadre d'expertise initial avec le droit des entreprises. D&C mettra ainsi l'accent sur les thèmes suivants :

- La qualité de la gouvernance d'entreprise et le droit des actionnaires afin de proposer des évolutions juridiques visant à encourager une répartition plus large du capital des entreprises, permettant un accroissement de la liquidité ;
- La restructuration de dettes souveraines, à l'appui des enseignements en matière de restructuration obligataire de dettes d'entreprise ;
- L'examen plus approfondi du rapport de la concurrence et de l'économie numérique : le développement de l'économie numérique a un impact évident sur le droit de la concurrence tel que nous le connaissons aujourd'hui, ce qui conduira de toute évidence à des évolutions de ce corpus.

Bernard Desolneux
Président
bdesolneux@droitetcroissance.fr